PROCES-VERBAL
du CONSEIL D'ADMINISTRATION tenu
le 11 janvier 2002 sur le CAMPUS de SCHOELCHER
sous la Présidence de Monsieur Alain ARCONTE
Président de l'Université

MEMBRES ELUS/DESIGNES PRESENTS :

MM.	Christian	TUTIN
	Ousseynou	NAKOULIMA
	Alex	OUENSANGA
	Georges	JEAN-BAPTISTE
	Eustase	JANKY
	Henri	CLERGEOT
	Fred	CELMENE
	Georges	VIRASSAMY
	Jean	BERNABE
	Lionel	DAVIDAS
	Christian	THERESINE
	Alain	MAURIN
	Yves	JASOR
	Christian	ALIN
	Michel	MORON
	Laurent	LINGUET
	Fily	KOUADIO
	Philippe	SAINT-CYR
	Stéphane	GRIVELET
Mmes	Marie-Noël	CAZALON
	Marie-Claude	LESCS
	Yolaine	TARADE
MM.	Yvon	JOSEPH
	Olivier	PORTECOP
	Alain	MARBOT
M.	Xavier	ASSELOS
M.	Olivier	GIBBONS
M.	Soléman	FATNA
Melle	Aude	JUNIEL
M.	Tedd	ETILE
M.	Emmanuel	OLIVIER
MM.	Medhi	PINEAU
M.	Lucien	PARIZE
M.	Maxence	DELUGE

M. TIEN LONG représentant M. Joseph HO TEN YOU, Président du Conseil Général de la Guyane

Mmes Viviane TCHUNG-MING (CRESTIG Guyane)
Alice PIERRE-JOSEPH (URAPEG Guadeloupe)
M. Henri BERTHELOT

MEMBRES ELUS/DESIGNES AYANT DONNE PROCURATION :

MM. Jean-Marie BRETON à Monsieur Christian TUTIN
Vincent VALMORIN à Monsieur Yves JASOR
Gerry L'ETANG à Monsieur Stéphane GRIVELET
Mlle Carinne BERNARD à Monsieur Medhi PINEAU
M. Henri-Claude DEDE, représentant le Conseil Régional de la Guyane à Monsieur TIEN LONG
M. Roberto VISIGALLI à Mme Viviane TCHUNG-MING
M. Vital, Max GLAUDE à Madame Alice PIERRE-JOSEPH

MEMBRES ELUS/DESIGNES ABSENTS :

MM. Claude MAILLE
Maurice BURAC (excusé)
Justin DANIEL
Raphaël CONFIAINT
Watson JEAN-BAPTISTE
Mmes Ellen YALLA
Pascale RICHER
MM. Renaud PALACANDE
Daniel MONTGENIE
Grégory FUMONT
Christian THENARD
Miguel LAVENTURE (excusé)
Roger de JAHAM (excusé)
Hervé TOUSSAY
Patrick DOQUIN (excusé)

INVITES PRESENTS :

M. Marcel MORABITO, Recteur de l'Académie de Martinique
Mme Francine FEBRER, Secrétaire Général de l'U.A.G.
Mme Frantz HERVE-MOÏSO, Chef de Cabinet - Secrétariat
Marie-Françoise BERNABE
M. Eric NABAJOTH
M. Jean-Georges CHALI

INVITES ABSENTS :

M. Le Recteur de l'Académie de la Guyane
M. Le Recteur de l'Académie de la Guadeloupe

Le quorum étant atteint, Monsieur ARCONTE, ouvre la séance.

Avant d'aborder l'ordre du jour prévu, le Président remercie le Recteur MORABITO pour sa participation à notre conseil et adresse ses vœux à l'assemblée. Il rappelle dans une déclaration liminaire les grandes lignes développées dans son programme de candidature à la présidence de l'Université. Il souhaite pour notre établissement un développement cohérent et harmonieux, avec l'aide de tous les acteurs concernés.

En effet, dit-il, l'université doit garder en vue ses missions fondamentales d'enseignement et de recherche en n'oubliant pas l'étudiant qui est au centre du dispositif.

L'U.A.G. doit se doter des moyens nécessaires pour l'accomplissement de ses missions par :

- un effort de modernisation tant au niveau de la formation, de la recherche que l'administration et de l'accès à la documentation ;
- une bonne gestion de ses ressources humaines pour l'amélioration du service rendu à la communauté ;
- la valorisation de ses travaux de recherche et leur ancrage dans la réalité de nos trois pays... à condition que le cadre soit revisité et remodelé, intégrant les impératifs de déconcentration et de décentralisation.

Il appartient au conseil d'administration de définir la politique qui sera développée et appliquée. Le Président souhaite que les travaux du Conseil soient fructueux, qu'ils se déroulent dans la sérénité et la convivialité afin que notre établissement participe activement au développement de nos sociétés.

Le Président rappelle les moments difficiles que vient de vivre l'université et qui justifient les différents reports de la réunion du conseil. Il était cependant impératif que cette date du 11 janvier soit maintenue. Il profite de l'occasion qui lui est donnée ici, pour remercier devant le conseil, le personnel de la Division des Affaires Financières (D.A.F.) pour son dévouement et "*tirer un grand coup de chapeau*" à Madame FEBRER, Secrétaire Général, qui avait déjà dû préparer les travaux de la Commission des Moyens et sans qui, nous n'aurions pas aujourd'hui de budget à faire adopter.

Le Président évoque les différents chantiers que nous aurons à mener à bien au cours de l'année 2002 :

- signature de notre contrat d'établissement ;
- mise en place de l'équipe qui l'accompagnera (ce sera l'objet des points 3 et 4). A cette occasion l'avis du conseil sera sollicité sur la nomination des responsables de certains services communs ;
- publication du rapport du Comité National d'Evaluation (C.N.E.) ;
- visite de la Direction de la Programmation et du Développement ;
- mise en place des I.U.F.M. de Guadeloupe, Guyane et Martinique dont les directeurs ont été nommés. Il s'agit respectivement de MM.

DORVILLE en Guadeloupe, PRIMEROSE en Guyane et PAGO en Martinique.

Pour permettre à ces établissements de fonctionner, il faudra désigner aujourd'hui, les représentants de l'U.A.G. à leurs conseils.

C'est à ce titre que la modification de l'ordre du jour est proposée comme suit :

- 1) Approbation des procès-verbaux des réunions des 06 et 16 novembre 2001,
- 2) Examen et vote du budget de l'exercice 2002,
- 3) Désignation des Vice-Présidents des Conseils Universitaires Régionaux (C.U.R.),
Election des membres du Bureau du Président,
Avis sur la désignation du :
 - Directeur Général du Service d'Education Permanente et de Formation Continue (S.E.P.F.C.)
 - Directeur du Service Commun d'Information d'Orientation et d'Aide à l'Insertion Professionnelle des Etudiants (SCUIO-IP),
- 4) Information sur le contrat quadriennal : état de la négociation,
- 5) Désignation des :
 - Membres de la Commission Informatique,
 - Etudiants et enseignants au Conseil de la Documentation,
 - Représentants de l'Université des Antilles et de la Guyane aux Conseils des Instituts Universitaires de Formation des Maîtres,
- 6) Approbation des conventions signées par le Président,
- 7) * Dossier d'expertise de l'extension de la Bibliothèque Universitaire des Antilles et de la Guyane (B.U.A.G) sur le Campus de Schoelcher et modification de l'emprise au sol,
* Dossier d'expertise de la réhabilitation du Campus de Schoelcher,
- 8) Projet de cours du P.C.E.M.1 en Martinique,
- 9) Information sur la mise en œuvre de l'Aménagement et la Réduction du Temps de Travail (A.R.T.T.),
- 10) Questions diverses :
 - Adhésion au Groupement d'intérêt Public Agence de Modernisation des Universités (DIP-AMUE).

Le Président passe la parole au Recteur MORABITO qui présente les vœux de l'Académie de la Martinique aux membres du conseil et aux personnels de l'université en souhaitant un fonctionnement dans de bonnes conditions de l'établissement. Il profite de l'occasion pour excuser le Recteur CHARDON qui est rentré de Paris la veille et ne peut donc participer aux travaux du présent conseil.

Il indique que depuis le 1^{er} janvier 2002, le recteur CHARDON est le chancelier coordonnateur.

Le Recteur attire l'attention sur le contrat quadriennal et l'importance qu'il y a à travailler ensemble. Il rappelle la concertation qui doit exister pour mettre en place des projets communs avec les I.U.F.M. La réflexion devra s'organiser pour la diversification linguistique (développement de l'espagnol, du portugais à un moindre niveau).

S'agissant de la première année de médecine à la Martinique, des besoins sont apparus, à partir de contacts à différents niveaux. La délibération sur ce dossier doit être

sereine et constructive, pour un enseignement de proximité pour les étudiants, sans remettre en cause l'interrégionalité de l'établissement.

Concernant la mise en place de l'A.R.T.T., le Recteur prône la vigilance sur ce dossier et demande de prendre en compte la situation du personnel afin d'éviter de pénaliser les agents.

Monsieur MORABITO devant s'absenter, le Président lui indique que Monsieur BERNABE souhaite faire une intervention avant son départ.

Il s'agit en fait de dénoncer l'éviction de Monsieur CONFIANT et de lui-même du CAPES de créole. Il se dit gêné au plan de l'éthique et précise qu'il adressera un courrier aux autorités, auteurs de cette décision.

Le Recteur prend acte de cette déclaration et indique qu'il avait entendu la revendication.

Monsieur ARCONTE demande les questions diverses que l'on souhaiterait voir inscrire à l'ordre du jour. Il indique toutefois, compte tenu du nombre de points à traiter, qu'il conviendrait que la liste ne soit pas trop longue, étant entendu qu'aucun des points inscrits n'est à négliger. Cela nécessitera de la discipline de notre part et de la concision dans nos interventions.

Les questions diverses sont les suivantes :

- Information sur le dossier du Lamentin en Guadeloupe,
- Information sur le site web de l'Université,
- Dispense de droits d'inscription pour les personnels administratifs,
- Sécurité sur le campus de Fouillole.

L'ordre du jour est ensuite abordé.

1 - Approbation des procès-verbaux des réunions des 06 et 16/11/2002 :

Le Président demande les modifications à apporter aux procès-verbaux des réunions des 06 et 16 novembre 2001.

S'agissant du P.V. du 06/11/01, Madame TARADE souligne qu'à la page 4, dans l'intervention de Mlle JUNIEL, il manque un mot, en l'occurrence "elle". Mlle JUNIEL précise que c'est déjà le rôle des tuteurs expérience dans laquelle "elle" est partie prenante.

Monsieur TUTIN relève un certain nombre de fautes de frappe, d'orthographe et de répétitions. Il communiquera les informations pour les modifications nécessaires.

Le procès-verbal du 06 novembre, mis aux voix est approuvé, sous réserve des modifications, à la majorité moins une abstention et trois membres ne prenant pas part au vote.

S'agissant du P.V. du 16 novembre 2001, Monsieur KOUADIO souhaite que l'on complète son intervention, page 6, comme suit : " Monsieur KOUADIO souligne que la

chose universitaire n'appartient pas *exclusivement* aux collectivités". Le reste sans changement.

Monsieur TUTIN, page 6, préfère le libellé suivant, s'agissant de son intervention du dernier paragraphe "Monsieur TUTIN s'étonne de la référence aux compétences de la collectivité régionale" *plutôt que s'étonne de la part que pourrait prendre la collectivité régionale*....

Monsieur PORTECOP, à la page 5, demande que soit supprimée la fin de phrase "*pour un accès distant*"

Sous réserve de ces modifications, le procès-verbal mis aux voix est approuvé à la majorité moins une abstention et deux membres ne prenant pas part au vote.

2 - Examen et vote du budget de l'exercice 2002 :

Le Président, avant de passer la parole à Madame le Secrétaire Général qui va présenter le budget, souhaite faire le point suivant :

" J'ai fait allusion, dans mon propos liminaire à la disparition tragique de Monsieur Luc LELARGE qui était notre agent comptable, en poste depuis le 1^{er} septembre 2001.

Je me dois de vous dire, quoiqu'il m'en coûte dans de telles circonstances, que nous avons eu du mal à comprendre ses méthodes de travail. J'en veux pour preuve, les problèmes posés par la D.B.M., la préparation des travaux de la Commission des Moyens (Mme FEBRER a dû tout faire), l'absence de directives claires données aux responsables des composantes pour la préparation du budget de l'année 2002. Je pourrais citer encore quelques exemples.

A sa décharge, il faut avouer que nous n'avons pas été gâtés par l'informatique. Le passage à l'euro, l'installation du logiciel ORACLE - dont le financement n'avait pas été prévu- ont posé trop de problèmes. NABUCO n'a été fonctionnel que le 03 janvier à 08 h 30.

Ce n'est pas normal !

Tout cela explique les reports successifs du conseil d'administration : le fait que l'on n'ait pu encore arrêter le budget 2001, trop d'opérations restant à régulariser. Nous devons procéder à une D.B.M. tout de suite après le vote du budget 2002 - Mme FEBRER en expliquera les raisons -

Lorsque le 17 décembre 2001 nous avons obtenu l'autorisation de récupérer au domicile de Monsieur LELARGE les documents budgétaires qui étaient en sa possession, Mme FEBRER et moi-même avons réalisé l'ampleur du problème. Après avoir consulté la Trésorerie et la D.E.S., nous avons décidé des mesures qui nous ont permis de fonctionner :

- Mme N'GO, avec l'assistance de l'inspection du Trésor assure l'intérim. Elle a accepté cette responsabilité lourde, dans une situation d'urgence. Il faut l'en remercier. Son cadre de travail est bien délimité.

Un inspecteur principal viendra faire le point avec nous, tous les 15 jours.

- J'ai négocié avec la Présidence et la direction de l'A.M.U.E. qui est son nouvel employeur, la venue à l'U.A.G. de Monsieur BOURGINE pendant 4 jours.
- Nous avons sollicité du M.E.N. la publication rapide du poste et nous avons bon espoir d'avoir des candidats. (Je n'auditionnerai pas par visioconférences).
- Madame FEBRER a passé ses vacances à rédiger le dossier qui vous a été remis cette semaine. Elle a dû tout reprendre à zéro. Il faut lui rendre hommage. Il est évident que les délais légaux d'expédition des dossiers n'ont pas été respectés. Nous le savons et je m'en excuse encore auprès de vous. Mais, je le répète, il n'était pas question de repousser une fois encore la date de ce conseil.

La D.G.F. accordée par le M.E.N. est de 22 MF tout comme en 1998, 1999, 2000 et 2001 avec cette année des critères SAN REMO rénovés. Les 22 MF correspondent cette fois à 100 % de notre dotation théorique alors qu'avant, ils représentaient 120 % de cette dotation.

J'ai dit à la commission des moyens et je le répète ici, cette dotation est trop insuffisante. Dès le 03 décembre 2001, j'ai adressé un courrier à Monsieur PERRITAZ pour le lui rappeler. Mais j'ai dit aussi, que si nous devons nous battre pour recevoir ce que nous estimons nous être dû, il ne faut pas se tromper de cible. Il ne sert à rien, sur la base de cette dotation, de chercher à "déshabiller X pour habiller Y" Malheureusement, nous ne l'avons pas tous compris ou tous retenu. Il s'agit bien, tous ensemble, de faire reconnaître que les critères utilisés pour la répartition des crédits et des postes ne peuvent et ne doivent s'appliquer à nous !

Mon Cabinet et le Secrétariat Général préparent un dossier qui sera transmis à tous les hommes politiques de nos trois pays et aux recteurs, afin de les informer, de les sensibiliser et leur demander d'intervenir en haut lieu pour que sur ce plan, notre spécificité soit reconnue. Ce dossier s'appuie sur des statistiques officielles du M.E.N.

Oui, nous ferons tout cela ! Mais il faut aussi que nous ayons le courage de regarder la réalité en face et de nous interroger sur notre fonctionnement et ne pas systématiquement pratiquer la politique de la fuite en avant. Je disais dans mon introduction que j'ai enfin reçu le pré rapport du C.N.E. J'en ai extrait quelques passages. Je cite :

"La pratique de la surestimation des recettes. Jusqu'au budget primitif 2001, l'U.A.G. avait (et cela depuis plusieurs années) surestimé ses recettes de plus de 7 MF. Ce procédé visait à faire "adopter politiquement" le budget en C.A. En pourcentage, ces 7 MF représentaient moins de 10 % des recettes totales et qui plus, la consommation annuelle des crédits était inférieure aux recettes, cette pratique n'épuisait pas au bout du compte, les réserves qui sont de l'ordre de 12 MF ce qui est toutefois très bien. Quoiqu'il en soit, cette méthode, qui revenait à présenter un budget où les recettes sont surestimées n'était pas saine. Il faut donc souligner avec intérêt qu'il y a été mis fin et que, pour la première fois en 2001, le budget primitif a été voté sans cette "rallonge"

Je précise que Jacqueline ABAUL a dû rallonger de 5 MF la D.B.M., ce qui revenait pratiquement au même.

Autre citation :

"On peut toutefois penser qu'une meilleure organisation des missions dans les services communs, les U.F.R., les C.U.R. les instituts permettraient de mieux utiliser les ressources en personnels et de dégager des cadres compétents et en nombre suffisant pour mettre en œuvre la déconcentration de l'agence comptable et des services financiers".

Dernière citation :

"Il n'existe pas encore de contrôle de gestion à l'U.A.G."

L'Inspecteur principal du Trésor avec qui nous avons encore travaillé mardi matin, n'arrête pas de me signaler des exemples de dysfonctionnement :

- dépassement de crédits sur certaines lignes,
- absence quasi totale de consommation sur certains crédits ouverts.

Recommandation de cet Inspecteur : *"éviter d'engager des programmes lourds tant que l'on n'a pas une situation financière claire"*

Il faut donc repartir à zéro.

Après en avoir parlé à l'Inspecteur du Trésor (qui m'a confirmé l'accord de la Direction Générale de la Comptabilité Publique) après en avoir aussi parlé à la D.E.S., je vous fait part de la décision que j'ai prise, de demander officiellement un "contrôle approfondi" de l'agence comptable, un audit de gestion financière et une analyse des chaînes de travail.

Les résultats et rapports me seront remis théoriquement à la fin du mois de juin.

Mon objectif : rationaliser le fonctionnement budgétaire pour 2002.

Madame FEBRER, présente le budget de l'exercice 2002, à partir des documents remis aux membres :

Le budget primitif de l'Université des Antilles et de la Guyane pour l'exercice 2002 autorise le montant et l'affectation des recettes et des dépenses de l'exercice pour l'ensemble de l'établissement. Il comprend :

- un budget par nature et un budget de gestion. Le premier détaille les crédits ouverts par compte de recettes (classes 7 et 1) et de dépenses (classes 6 et 2). Il est divisé en deux sections: fonctionnement(classes 7 et 6) ; opérations en capital (classes 1 et 2).
- Le second présente les objectifs de gestion en indiquant par destination à la fois l'origine des recettes et les rubriques de dépenses (sections de fonctionnement et des

opérations en capital).

Les critères de répartition définis doivent permettre à l'université de respecter l'équilibre budgétaire .

Cet équilibre du budget s'apprécie désormais à l'aide de la *capacité d'autofinancement* pour la section de fonctionnement et de la *variation du fonds de roulement* pour la section des opérations en capital.

- Le prélèvement sur fonds de réserves ne constitue plus la variable d'équilibre du budget.
- L'amortissement réel budgétaire est intégré au budget, et permet le calcul de la capacité d'autofinancement.

1_- Les caractéristiques de l'équilibre :

Le montant des crédits inscrits dans le projet de budget de l'exercice 2002 enregistre une baisse de 22, 80%, par rapport à l'exercice 2001, soit plus de trois millions d'Euro de différence, justifiés par des crédits non reconduits en 2002.

Recettes retenues pour l'élaboration du budget primitif 2002.

- subvention de fonctionnement du ministère : **22 MF, (3 353 78 Euro.)**
- subvention de fonctionnement de l'I. U. T : **2 285 997 MF, (348 498 Euro)**
- Compensation boursiers : **2,313 MF** (inscription identique à l'an dernier, en l'absence d'information actualisée), soit **352 615 Euro**
- Crédits de fonctionnement du SCD pour : **368 927 Euro (2,4MF)**
- Crédits de fonctionnement hors recherche du contrat quadriennal pour : **556 439 Euro (3, 65MF)**
- Les crédits de maintenance et de sécurité du contrat quadriennal sont inscrits pour 2002 : **304 898 Euro (2 MF).**

Le projet de budget primitif respecte les principes de sincérité dans l'évaluation des recettes et d'équilibre réel.

2 - L'analyse des crédits ouverts :

Les crédits répartis entre les composantes correspondent à l'enveloppe attribuée à l'établissement connue à la date de l'élaboration du budget. La répartition a pris en compte :

- les critères San Remo (*système d'analyse et de répartition des moyens*), dans l'affectation des moyens entre les composantes,
- le financement des services communs,
- le financement des projets d'intérêts communs,

Le Conseil d'Administration s'est prononcé sur les répartitions de crédits proposées par les composantes. *Un réajustement fut nécessaire pour le budget de la Faculté des Lettres, qui n'avait pas tenu compte des projets d'intérêt commun. Soit une réduction*

de 2 202 071, 84 F, de cette pour le budget de cette composante arrêté à la somme de 6 825 120, 16F, soit 1 040 482, 86 Euros.

L'examen des recettes de fonctionnement montre que le financement de l'université provient de deux origines : les ressources propres pour **19 %** et les subventions, majoritairement, (**69%** pour le ministère de l'éducation nationale).

La part du poste « frais de personnel » représente **32%** du budget de fonctionnement. Les autres postes prépondérants restent les frais d'électricité (intégrés dans le compte 606), l'entretien du patrimoine (compte 615), les frais de missions (comptes 624 et 6256), et la documentation (comptes 618).

En investissement, les crédits proviennent également essentiellement de subventions. Cependant, il faut relever que l'université a réussi à dégager de la section de fonctionnement une capacité d'autofinancement de **558 246 Euro** (3 661 854 MF) qui doit contribuer au financement des opérations d'investissement. qui représente **18%** de l'ensemble du budget .

Le montant des recettes et des dépenses a été arrêté et voté en équilibre pour 13 642 340, 26 Euros :

- **Fonctionnement : 11 404, 233, 52**
- **Investissement : 2 238 106, 74**

Des précisions sont demandées par Monsieur CLERGEOT sur les amortissements. Comme le précisait Monsieur BOURGINE, la politique d'amortissement qui doit être mise en place au niveau de l'Université, permet de suivre et d'assurer la vérification de l'inventaire.

Monsieur NAKOULIMA, réclame l'indulgence de l'assemblée car il voudrait expliquer d'un point de vue technicien, ce qu'est pour lui un budget. Il estime qu'un budget n'est en fait qu'un instrument pour réaliser un objectif, une politique.

Il rappelle la motion prise par le conseil de la faculté des sciences pour rejeter un budget qui ne correspond pas aux besoins de cette composante. Il s'interroge sur la volonté de développement d'un enseignement scientifique performant aux Antilles Guyane. Seule la faculté des sciences organise des T.P. qui sont le fondement même de l'enseignement. En plus du quotidien, la faculté doit, pour faire ses expériences, disposer de produits, d'animaux, de matériel dont le surcoût n'est pas intégré dans le calcul fait par le M.E.N. à partir des normes San Remo.

La recherche et l'enseignement de l'informatique sont différents de la bureautique, car il faut non seulement des machines, mais des salles. Il faut éviter de faire du saupoudrage si l'on veut faire une formation scientifique de valeur à l'U.A.G.

Monsieur NAKOULIMA souhaite que la spécificité de la faculté de sciences soit reconnue, par une non globalisation de ses besoins, dans les éléments du surcoût.

Le Président indique qu'il connaît le problème, puisqu'il s'agit de l'insuffisance de la D.G.F. calculée sur la base de San Remo rénové.

A ce point du débat, le Président donne lecture de la lettre adressée le 3 décembre 2001 à Monsieur PERRITAZ à la Direction de l'Enseignement Supérieur. Dans le même esprit, un dossier complet sera adressé aux politiques de nos trois pays.

Le Président demande que le budget soit voté, mais qu'en amont, le problème du budget de la faculté des lettres et sciences humaines soit réglé.

Monsieur CHALI rappelle la grande difficulté de sa composante, qui depuis quelques années à accepter de faire des sacrifices et à participer à la solidarité. Mais il estime que le budget alloué à la faculté des lettres ne lui permettra pas de fonctionner.

Il estime que la faculté des lettres est victime d'une injustice du fait de la suppression des sommes de formation continue du D.A.E.U. Il s'agit de la mise en péril de la faculté, de l'université et de l'avenir du D.A.E.U.

Monsieur CHALI fait mention de la motion de son conseil qui estime qu'il n'est pas question d'avoir une dotation inférieure à celle qui était habituellement allouée.

Le Président estime que toutes ces motions se valent et ont des points communs, mais il convient à cette heure de voter le budget.

Monsieur GRIVELET du point de vue technique voudrait savoir la différence entre le budget sous excel et sous Nabuco.

Il s'agit en fait d'une simple question de présentation logicielle.

Monsieur TUTIN s'interroge sur les évolutions des postes. Il se dit surpris par la charge en personnels et demande des informations quant aux écarts entre postes et heures complémentaires : 1 892 000 euros en 2001 contre 1 400 000 en 2002. Il y aura vraisemblablement un manque, s'il n'existe pas de complément à cette dotation.

Monsieur VIRASSAMY rappelle que les doyens gèrent chaque jour des problèmes de plus en plus difficiles. Le conseil est alerté, car il n'est pas sûr que l'on puisse continuer à fonctionner si des solutions adéquates n'étaient pas trouvées.

Monsieur LINGUET s'étonne du budget présenté ; celui-ci ne correspond pas à celui qu'il a établi. Il constate que la D.G.F. allouée à l'I.E.S.G. n'a pas subi de modifications notables alors que les effectifs sont plus élevés et que quatre nouvelles formations ont été mises en place.

Le conseil de l'I.E.S.G. a voté une motion constatant, pour la refuser, de la baisse de 25 % du budget de sa composante.

Monsieur ARCONTE remarque que le budget de l'I.E.S.G. était de 777 444 euros, alors qu'après D.B.M. il est passé à 947 280,29 euros, ce qui prouve bien qu'il y a eu prise en compte des éléments supplémentaires.

Monsieur THERESINE ne s'explique pas les réactions des membres de ce Conseil. De son point de vue, ce sont souvent les mieux lotis qui se plaignent. Il faut savoir que le problème est créé par l'insuffisance de subvention accordée par le ministère ; la répartition résulte donc des moyens alloués.

Il estime que l'on doit être conscient de cela mais qu'à partir d'aujourd'hui, sa composante ne fera plus de sacrifice. En effet, si l'on se réfère aux documents de la Commission des Moyens, la Faculté de Droit a eu une augmentation de sa dotation de + 24 %, alors que dans le même temps, l'U.F.R. de droit, lorsque l'on prend en compte les prélèvements relatifs aux projets d'intérêt commun, se retrouve avec un solde négatif. C'est d'ailleurs la seule composante à se retrouver dans cette situation.

Monsieur SAINT-CYR, pour reposer le débat dans le contexte de l'Université des Antilles et de la Guyane, rappelle qu'il ne faut surtout pas se tromper d'adversaire et qu'il se rallie à la proposition du Président consistant à alerter les autorités sur les problèmes de l'établissement. Il convient selon lui, de faire preuve de responsabilité en mettant en garde les autorités ministérielles ; mais il faut surtout être prêt à agir de manière solidaire.

Monsieur BERNABE se félicite des propos de Monsieur SAINT-CYR en sa qualité de vice-président du C.U.R. Il estime cependant que l'U.A.G. n'avancera pas, si nous n'accédons pas d'une manière volontaire à la réalité de la situation.

Monsieur TIEN LONG représentant le Conseil Général de la Guyane voudrait savoir si la D.B.M. intègre les modifications pour l'I.E.S.G.

A la réponse positive de Mme FEBRER, Monsieur TIEN LONG oppose dans ce cas, son refus de voter un tel budget.

Monsieur ALIN partage l'avis de Monsieur SAINT-CYR et indique qu'il convient de poursuivre l'effort de saine gestion fait par tous les doyens sous la présidence de Mme ABAUL. L'insuffisance de la D.G.F. est un fait réel et constaté ; un plan d'action devra être défini et mis en place afin que l'effort entrepris soit poursuivi pour éviter de revenir aux anciennes formules.

Monsieur DELUGE représentant le Conseil Général de la Martinique, constate que la situation actuelle découle des années précédentes. Selon lui, l'U.A.G. est en train de revenir à une situation saine. Il convient donc de trouver un consensus en revoyant les demandes des différents doyens.

Il précise qu'à l'heure actuelle les collectivités sont amenées à diminuer leur dotation aux organismes et de ce fait, l'U.A.G. n'est pas épargnée.

Le Président rappelle les contacts pris avec les différents responsables de collectivités. Il pense d'ailleurs relancer le Comité de Liaison Université/Collectivités Locales, afin de poser toutes les questions sensibles concernant notre université.

Monsieur ARCONTE demande au conseil de se prononcer sur le budget de la faculté des lettres, à partir des sommes allouées par la Commission des Moyens.

Le budget de la faculté des Lettres et Sciences Humaines, arrêté à la somme de 6 825 120.16 F soit 1 040 482.86 euros est approuvé à la majorité, moins une abstention.

Il est ensuite procédé au vote du budget primitif 2002, arrêté à la somme de 13 642 340.26 euros.

Le budget primitif global est approuvé à la majorité, moins une abstention et trois votes contre.

Une proposition de motion du Conseil sera soumise au vote de l'assemblée dans l'après-midi.

Le Président soumet au vote du Conseil, la D.B.M. n° 1 intégrant des crédits reportés notamment pour le CR 016.

DECISION MODIFICATIVE N° 1, d'un montant de 4 593 910, 88 Euros

Qui a permis notamment :

❖ *L'inscription des prévisions de soldes des crédits recherche,*

▪ CR 30 / BRS	21 212, 30
▪ CR 31 / Ecole Doctorale	71 427, 82
▪ CR 32/ CERC	25 307, 15
▪ Droit Guadeloupe	234 144, 01

❖ *Des réajustements de crédits pour l'IESG,*

▪ IES	169 536, 66
-------	-------------

❖ *L'ouverture des crédits de maintenance,*

▪ Crédits non utilisés 2001	3 843 608, 94
▪ Salles modulaires	228 674, 00

La D.B.M de 4 593 910.88 euros est approuvée à la majorité, moins une abstention. et un vote contre.

Le Conseil approuve à l'unanimité les tarifs appliqués par le S.C.D. pour les différentes prestations (photocopies, télécopies, prêts entre bibliothèques et transports d'ouvrages) selon la fiche jointe au dossier.

3 - Désignation des vice-présidents des Conseils Universitaires Régionaux (C.U.R.) ;

Le Président (conformément à l'article 3 du statut du C.U.R.) propose pour :

- la Martinique : Monsieur Philippe SAINT-CYR
- la Guyane : Monsieur Henri CLERGEOT
- la Guadeloupe : Monsieur Didier BERNARD

Madame TARADE, intervenant au nom des personnels administratifs de l'I.E.S.G., souhaite que le président se positionne quant à la présence, dans l'administration d'une tierce personne, en cas de nomination de Monsieur CLERGEOT dans cette fonction.

Monsieur ALIN s'étonne de la formulation "tierce personne" qu'il ne trouve pas convenable et demande une information plus claire à ce sujet.

Monsieur BERNABE voudrait savoir si la conception du C.U.R. reste conforme à ce qui avait été arrêté lors des Assises ou s'il y a des esquisses de modifications.

Le Président précise qu'il n'y a pas de structure figée et que la réflexion sur les C.U.R. se poursuit pour prendre en compte les problèmes fonctionnels et organisationnels de notre établissement éclaté.

Monsieur BERNABE souhaite que les membres des conseils d'U.F.R. soient associés aux travaux du C.U.R. afin d'éviter que certains débats ne reflètent pas l'opinion de la base.

Mise aux voix, la désignation des V.P. des C.U.R. a été approuvée à la majorité moins deux abstentions.

Election des membres du Bureau du Président :

Le Président propose, l'élection de trois membres (un par site) et demande au conseil de se prononcer, par un vote à bulletin secret.

Il s'agit de : Franck ROUBAUD (Guyane), Jacky NARAYANINSAMY (Guadeloupe) et Michel LOUIS (Martinique).

Madame CAZALON s'inquiète du respect de la parité dans un tel choix.

Le résultat du vote est le suivant :

- sur 45 présents, 44 votants : 38 voix pour, un vote nul et 5 bulletins blancs et un refus de vote.

Le Bureau du Président est ainsi constitué :

- Philippe SAINT-CYR,
- Henri CLERGEOT
- Didier BERNARD
- Franck ROUBAUD
- Jacky NARAYANINSAMY
- Michel LOUIS

Avis sur la désignation du Directeur Général du S.E.P.F.C. :

Conformément à l'article 7 des statuts de ce Service, le Président propose à la direction, Madame Rose-Marie MORAVIE.

Monsieur BERNABE s'inquiète de savoir si l'intéressée est prévenue de l'histoire de ce service et de la continuité dans le fonctionnement.

Le Président précise qu'il a rencontré toutes les personnes concernées.

Monsieur JASOR se demande si, à l'instar du CRIM, il n'aurait pas été judicieux d'adopter la même démarche pour le S.E.P.F.C., en adaptant les statuts après un toilettage.

Madame Gyna KEITA, Directrice du Service ayant assuré l'intérim du Directeur Général pendant l'administration provisoire, estime ne pas avoir démérité et justifie des avancées de ce Service, notamment en nombre de formations et du niveau atteint par les ressources pendant les années où elle a assumé les fonctions de Directeur.

Après cet exposé, le Président demande au Conseil de se prononcer sur la nomination de Mme MORAVIE au poste de directeur général.

La proposition est approuvée à la majorité, moins une abstention.

Le Conseil est ensuite appelé à se prononcer sur la désignation du Directeur du S.C.U.I.O.-IP.

Le Président propose Madame Sylvie BERCION, Maître de Conférences à la faculté des Sciences.

Monsieur JASOR fait remarquer qu'il s'agit là encore, d'un deuxième enseignant de la faculté des sciences, qui de plus, appartient au département de Chimie comme Madame Rose-Marie MORAVIE.

Mise aux voix cette désignation est approuvée à l'unanimité.

Pause déjeuner : 13 h 25 - Reprise des travaux à partir de 14 h 45.

4 - Information sur le contrat :

Le Président indique qu'après son élection le 16 novembre dernier il a obtenu du ministère un délai pour la signature du contrat, d'une part parce que le document n'était pas tout à fait prêt ; d'autre part du fait de la nouvelle situation créée par la mise en place des trois I.U.F.M. En effet, il nous est fortement recommandé de faire figurer au contrat, sous forme de conventions, les relations que nous développerons avec ces trois instituts.

Une réunion inter divisions est prévue le 31 janvier courant au cours de laquelle, il sera fait une analyse de notre projet et établi le calendrier des visites des différentes divisions du ministère à l'U.A.G. et ce, afin d'envisager la partie financière du contrat.

Monsieur NABAJOTH fait le point de la situation à partir des éléments examinés avec notre Conseiller d'établissement, Monsieur NEMOZ :

- 1) relation avec les I.U.F.M.,
- 2) négociation entre l'U.A.G. et le CROUS pour l'accueil des étudiants, des stagiaires pour une meilleure coordination des politiques. Une réunion est déjà prévue avec le Directeur de cet établissement,
- 3) coloration des emplois d'enseignants : sur ce point le dossier de l'université est déjà examiné, malgré l'absence des fiches de l'I.U.T.

Il ressort de ces premières discussions qu'il convient :

- de mieux maîtriser la politique des emplois vacants, en utilisant entre autre les supports pour des enseignants invités ;
- d'éviter de garder trop longtemps des postes vacants (emplois vacants non publiés) : prévoir de les déqualifier.

S'agissant de l'offre de formations, le poids du terme "discipline" rend difficile la construction d'un parcours de formation. Il nous est recommandé :

- d'intégrer l'espace européen de formation (séquençage des formations, E.C.T.S.) ;
- de mieux maîtriser les formations généralistes et professionnalisées ;
- d'utiliser le terme "complémentarité" plutôt que "délocalisation" ;
- d'arriver à un tronc commun pour le D.E.S.S. des deux U.F.R. de droit,
- d'intégrer la formation continue dans le dispositif de formation de l'établissement ;
- de rechercher une culture internationale des services (programme, mobilité, espace européen...)

Monsieur NABAJOH précise, pour répondre à Monsieur KOUADIO qui s'interroge sur le terme "coloration des emplois", qu'il s'agit de préciser la section, les activités de recherche...

Monsieur CHALI demande le relais à l'U.A.G. quand il s'agit de recherche de culture internationale.

Monsieur MAURIN pense qu'il conviendrait déjà d'organiser le Bureau des Relations Internationales à l'université.

Le Président indique que Monsieur BURAC, Vice-Président du Conseil d'administration, sera le Responsable des Relations Internationales à l'U.A.G.

Monsieur ASSELOS voudrait savoir si la situation des étudiants est prise en compte ainsi que ce qui est prévu pour la mobilité des étudiants notamment pour des étudiants de 3^e cycle en STAPS, qui voudraient enseigner dans leur université.

Monsieur ALIN précise que l'U.F.R. STAPS recrute au niveau le plus élevé, mais à égalité de compétences, les étudiants thésards sont recrutés sur place.

Madame LESCS rappelle que des sommes sont disponibles au C.P.E.R. pour des opérations de mobilité étudiante.

Il en est ainsi d'ailleurs, indique Monsieur ALIN, pour les étudiants post doc, dans le cadre de l'A.U.F.

5 - Désignation des membres :

*** de la Commission Informatique :**

Il convient de désigner :

- un enseignant chercheur (Fouillole)
- un I.A.T.O.S. Informaticien (Schoelcher)
- un étudiant (Guyane)

Le Président propose :

- Monsieur Didier PUZENAT, enseignant en informatique à la faculté de sciences ;
- Monsieur René GRATIEN, informaticien au CRI.M,
- pour l'étudiant, Mlle JUNIEL, 2^e vice-président du Conseil d'administration se charge de communiquer à l'administration, après concertation, le nom d'un étudiant de la Guyane.

La coordination de cette commission sera assurée par Monsieur Olivier PORTECOP, Directeur du CRI.M.

- **des enseignants et étudiants au Conseil de la documentation :**

Il est rappelé que le Conseil de la documentation est présidé par un vice-président, enseignant chercheur. Ce conseil composé à parité entre les personnels de B.U. et de l'Université traite de la vie du service commun de la documentation, de ses objectifs et de la politique documentaire. Il se réunit une ou deux fois par an.

Les propositions suivantes sont adoptées à l'unanimité :

Enseignants :

- M. Alain MAURIN
- M. Christian ALIN
- M. Laurent LINGUET
- M. Fily KOUADIO
- M. Stéphane GRIVELET
- M. Georges JEAN-BAPTISTE
- Mme Elina DEVOUE
- Mme Marie-Ange ARSENE

Etudiants :

- M. Soleman FATNA (Guadeloupe)
- M. Jean-Pierre EUTROPE (Martinique)
- M. Fabrice PALKA (Guyane)

*** Représentants de l'Université des Antilles et de la Guyane aux conseils des Instituts Universitaires de Formation des Maîtres :**

Il convient de désigner six représentants de l'Université dont le Président ou son représentant, trois membres du Conseil d'administration et deux membres des autres conseils.

Les propositions suivantes sont approuvées à l'unanimité :

- I.U.F.M. de Guadeloupe :

M. Yves JASOR)
M. Vincent VALMORIN) au titre du Conseil d'administration
M. Alain MAURIN)
M. Christian ALIN au titre du Conseil scientifique
Mme Andrée NABAJOH au titre du C.E.V.U.

- I.U.F.M. de Guyane :

M. Henri CLERGEOT)
M. Fily KOUADIO) au titre du C.A.
M. Laurent LINGUET)
M. Olivier HUISMAN au titre du C.E.V.U.
M. Amrane OUKAOUR au titre du C.S.

- I.U.F.R. de Martinique :

M. Philippe SAINT-CYR)
M. Jean BERNABE) au titre du C.A.
M. Lionel DAVIDAS)
Mme Marie-France GROUVEL, au titre du C.E.V.U.
M. Maurice DAUMAS au titre du Conseil scientifique

6 - Approbation des conventions signées par le Président :

Les conventions sont approuvées à l'unanimité, à l'exception de la convention n° 2, à la demande de Monsieur JASOR. Cette convention signée par la Présidente, Madame ABAUL, concerne un rattachement scientifique entre le laboratoire de chimie de la faculté des sciences et l'Institut National Polytechnique de Toulouse. Cette convention arrive à expiration le 31 décembre 2002.

7 - Approbation des dossiers d'expertise :

*** extension de la bibliothèque sur le campus de Schoelcher et modification de l'emprise au sol :**

L'extension des locaux de la bibliothèque universitaire du campus de Schoelcher, est déjà approuvée par le SCOSU. La B.U. accueille actuellement près de 5 400 étudiants et devrait accueillir d'ici 2006, à la fin du programme U3M près de 6000 étudiants.

Il s'agit d'étendre la surface de l'actuelle bibliothèque (1965 m²) de 1000 m² qui correspondent à la première tranche de l'extension immédiatement nécessaire et qu'il convient de programmer dès que possible.

Le conseil est appelé à se prononcer sur l'implantation au sol et sur le programme proposé par l'Ingénieur.

Le dossier d'expertise est approuvé à l'unanimité.

*** Expertise de la réhabilitation du Campus de Schoelcher :**

A la demande du Vice-Président du C.U.R. de Martinique, Monsieur LAQPIQUONNE présente le dossier de réhabilitation du campus qui doit se faire dans le cadre du Contrat de Plan Etat-Région 2000-2006.

Le DOCUP a inscrit cette réhabilitation sur toute la durée du C.P.E.R. en fonction des urgences, afin d'effectuer :

- la rénovation des réseaux enterrés et de l'alimentation en énergie électrique,
- les modifications et réfections des voiries,
- les éclairages et la signalétique,
- en fin de plan, les réhabilitations des immeubles les plus anciens.

Compte tenu de fréquents problèmes d'exploitation et des phénomènes d'insécurité à l'intérieur du campus, il est demandé une expertise pour les travaux d'urgence concernant en priorité les voiries, réseaux et espaces publics du campus (éclairage, clôtures) nécessaires au bon fonctionnement de l'université.

Le Conseil donne un avis favorable unanime à ce dossier d'expertise pour la réhabilitation du campus.

8 - Projet de cours du P.C.E.M.1 en Martinique :

Le Président rappelle les différentes réunions qui se sont tenues sur ce projet tant en Guadeloupe qu'en Martinique avec la participation de l'Université, des Présidents des collectivités départementales, les Préfets de Région, la Direction des Hôpitaux....

Le Président s'est ému, lors de la réunion qui s'est tenue en Martinique de l'absence de représentants de la Guyane.

Ces réunions concernaient en premier lieu l'implantation de filières médicales en Martinique.

Le Président indique qu'il appartient au Conseil d'administration de donner son avis sur ce dossier.

Le Doyen JANKY fait un historique de la situation et rappelle que les formations para médicales se faisaient en fonction de la valence universitaire de chaque pays : école de puériculture en Martinique, formation infirmière anesthésie en Guadeloupe.

Les politiques se sont prononcés sur ces orientations. En 1998 s'est mis en place le P.C.E.M.1. Le dédoublement de la formation devait être envisagé après trois ans et évaluation par le ministère.

L'évaluation n'a pas été faite et devrait avoir lieu dans le courant de l'année universitaire 2001-2002. Se posent cependant le problème des moyens et de l'organisation du concours, en vue de l'égalité des chances des étudiants.

Monsieur PARIZE souhaite que lui soit indiqué si l'on doit se prononcer sur le P.C.E.M.1 ou sur le pôle santé.

Le Président pense que ce projet doit être vu dans sa globalité.

Le Professeur JEAN-BAPTISTE, chargé de présenter ce dossier au Conseil, justifie le projet d'organisation d'un P1 à double localisation équivalente en Guadeloupe et Martinique pour :

- assurer une égalité des chances entre les étudiants de la Martinique et de la Guadeloupe ;
- être aussi attractif pour les familles martiniquaises que pour celles de Guadeloupe (actuellement le nombre de dossiers déposés en Martinique est nettement inférieur à celui de Guadeloupe et sur 150 étudiants, 50 viennent de Martinique, 90 de Guadeloupe et 10 de Guyane)
- augmenter la capacité d'accueil ce qui ne peut être fait dans les seuls locaux de la faculté du campus de Fouillole.

Monsieur JEAN-BAPTISTE rappelle que jusqu'ici les trois premières promotions sont allées à Bordeaux et se sont insérées sans trop de problèmes dans le cycle de cette université. Mais il est temps de renforcer et de préparer le retour des médecins et des dentistes, compte tenu du retard pris dans la démographie médicale aux Antilles-Guyane.

Dans ce contexte, il est impératif d'augmenter les capacités d'accueil compte tenu de l'augmentation importante du numérus clausus national et du numérus local (18 en 2001-2002, 28 en 2002-2003) et de l'accueil dès 2002, dans une filière commune des élèves sage femmes (80 à 100 étudiants par an) dont l'origine socio-économique est souvent plus modeste.

Monsieur JEAN-BAPTISTE développe (cf. texte remis en séance) le déroulement des enseignements, les modalités d'examens et des moyens nécessaires tant matériels que de ressources humaines pour mettre en œuvre ce projet.

Ce projet ne remet pas en cause la gestion administrative à Pointe-à-Pitre, ni l'unité indispensable de l'U.F.R. appuyée sur ses trois sites. Il répond en priorité au double impératif d'égalité des chances pour les étudiants, quelle que soit leur origine et de l'augmentation des capacités d'accueil imposée par les réformes universitaires.

Ce projet s'appuie en outre, sur des technologies nouvelles qui pourraient être une vitrine régionale et nationale de l'utilisation intelligente de ces technologies.

Monsieur OLLIVIER se demande s'il ne serait pas plus judicieux de mettre en place la deuxième année en Guadeloupe, plutôt que d'ouvrir une première année en Martinique alors que les étudiants sont obligés de partir en France.

Monsieur ARCONTE demande, après avoir lu le passage du pré-rapport du C.N.E. sur ce problème, de se prononcer sur le principe du dédoublement.

Le Conseil se prononce à la majorité, moins deux abstentions.

S'agissant de la mise en place, Monsieur JANKY pense qu'il faut attendre l'évaluation du ministère. Il doute toutefois que l'institution soit prête pour une mise en place à la rentrée 2002. Cela serait plus sage de prévoir la rentrée 2003.

Monsieur SAINT-CYR se rallie à la proposition du Doyen JANKY et pense qu'il serait plus raisonnable de prévoir cette mise en place à la rentrée 2003.

Monsieur JEAN-BAPTISTE n'est pas opposé à ce report à la rentrée 2003.

Il appartient à l'Université de tout mettre en œuvre pour accueillir 250 étudiants en 2002 en Guadeloupe. Les responsables des collectivités locales ont promis de tout faire pour réussir cette année de transition.

La discussion devra se poursuivre sur la mise en place du para médical.

--

Le Conseil donne mandat au Président pour revoir la proposition de motion qui sera adressée à l'ensemble des responsables politiques et ministérielles.

--

Le Président demande au Conseil l'autorisation de payer les frais de funérailles de l'Agent Comptable.

Le Conseil donne un avis favorable unanime.

Compte tenu de l'heure tardive, les membres du Conseil devant reprendre l'avion pour la Guadeloupe, le point 9 portant sur l'A.R.T.T. n'est pas examiné. Il sera soumis au prochain conseil après avis de la C.P.E. plénière, prévue fin janvier.

Questions diverses :

Une seule question sera évoquée. Il s'agit de l'adhésion au projet de modification de la convention constitutive intégrant la prorogation du GIP.A.M.U.E. Cette adhésion permettra à l'établissement de continuer à bénéficier des applications nationales et d'une assistance technique à un coût compétitif.

Le Président, représentant de l'établissement à l'assemblée générale du GIP.AMUE, est donc autorisé à signer la convention d'adhésion, selon le modèle proposé par cet organisme.

Le conseil donne à l'unanimité, l'autorisation d'adhésion à l'A.M.U.E.

Les autres questions diverses seront abordées, lors d'un prochain conseil.

La séance est levée. Il est 17 h 45.